

Communiqué de presse des « communistes unitaires »
membres du conseil national du PCF

Lors du conseil national du 8 février 2008, les « communistes unitaires » membres du conseil national du PCF demanderont une clarification de la position de leur parti au sujet des alliances avec le Modem.

Ils proposeront un amendement au projet de résolution proposée par la direction qui précisera qu'il est « *exclu que des les communistes participent à des listes incluant le Modem d'une manière ou d'une autre* ».

Ils argumentent leur point de vue dans la déclaration suivante :

« Les élections municipales seront une occasion de marquer des points contre la droite, ses promesses démagogiques, sa volonté d'organiser la concurrence généralisée entre individus et territoires. Elles seront un temps de la reconstruction d'un rapport de force plus favorable à la gauche et aux luttes. Conserver les municipalités de gauche, gagner de nouveaux élus et de nouvelles mairies revêt ainsi une importance concrète.

La gauche de demain se dessine aussi à l'occasion de ce scrutin.

Nous savons les débats qui traversent le parti socialiste et la volonté d'une part non négligeable de ses responsables – parmi les premiers – de revenir sur la politique d'union de la gauche ouverte dès les municipales de 1965, et depuis ancrée et généralisée. La tentation de l'ouverture au centre refait surface et pourrait bien se traduire par des alliances de second tour avec le Modem. Nous ne jetons pas l'opprobre sur ce parti. Mais il est ancré au centre droit. Son programme, son bilan en atteste. Sa seule proposition d'« alliance des compétences » relève d'une conception droitière de la politique et de la démocratie.

La faiblesse politique dans laquelle se trouve la gauche de gauche - en particulier dans les grandes villes - ne doit pas conduire à renvoyer un message politique confus associant des communistes au Modem dans des exécutifs.

Ce serait rendre banal et normal des coalitions au centre. Partout en Europe où cette expérience est tentée, elle débouche sur des politiques rejetées par une part importante de la population et une marginalisation des forces d'alternative qui s'y sont compromises. Nous ne pouvons laisser entendre qu'elle serait une solution pour ici.

Nous retenons de l'histoire du parti communiste l'importance d'allier contestation radicale et propositions ; la nécessité de porter une politique d'union à vocation majoritaire et d'avoir des élus pour épauler les luttes et les projets. Cet équilibre qui a donné sa force au communisme français s'est appuyé sur une politique et un positionnement lisible par tous : franchement à gauche.

La confusion ne peut que nous affaiblir structurellement davantage. Elle reporterait la nécessaire reconstruction d'une gauche majoritaire sur un projet de transformation. Il est nécessaire de préserver l'avenir du communisme politique et donc il ne faut pas participer à des listes incluant le Modem d'une manière ou d'une autre. »

Paris, le 6 février 2008